



KPMG S.A.  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège

# Comité des Œuvres Sociales du personnel du Département du Tarn (COS)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Comité des Œuvres Sociales du personnel du Département du Tarn (COS)  
Lices Pompidou - 81000 Albi

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil  
d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège

## Comité des Œuvres Sociales du personnel du Département du Tarn (COS)

Lices Pompidou - 81000 Albi

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'attention du Conseil d'administration de l'Association Comité des Œuvres Sociales du personnel du Département du Tarn (COS),

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Comité Œuvres Sociales - COS Conseil Général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee)

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Labège, le 26 mai 2025

KPMG S.A.

Anne Briqueteur  
Associée

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	8 090	3 628	4 462	7 159	2 697-	37. 67-
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations financières (2)</b>						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	244		244	854	610-	71. 43-
	Autres immobilisations financières						
Total II		8 334	3 628	4 706	8 013	3 307-	41. 27-
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	<b>Créances (3)</b>						
	Clients et comptes rattachés	52 284		52 284		52 284	
	Autres créances	11 707		11 707	7 765	3 943	50. 78
	Capital souscrit - appelé, non versé						
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	186 594		186 594	282 847	96 253-	34. 03-
	Charges constatées d'avance (3)	29 446		29 446	27 420	2 026	7. 39
	<b>Total III</b>	280 031		280 031	318 032	38 000-	11. 95-
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		288 365	3 628	284 737	326 045	41 307-	12. 67-

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont à moins d'un an  
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024	12 31/12/2023	12 Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : ) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation				
	<b>Réserves</b> Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves				
	Report à nouveau	176 354	203 235	26 881-	13. 23-
	<b>Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)</b>	84 278-	26 881-	57 397-	213. 52-
	Subventions d'investissement Provisions réglementées				
	<b>Total I</b>	92 076	176 354	84 278-	47. 79-
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	<b>Total II</b>				
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges				
	<b>Total III</b>				
DETTES (1)	<b>Dettes financières</b> Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses	1	1		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	<b>Dettes d'exploitation</b> Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	105 276	12 336	92 940	753. 42
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	33 553	137 354	103 801-	75. 57-
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	53 831		53 831	
	<b>Total IV</b>	192 661	149 690	42 971	28. 71
	Ecart de conversion passif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>		284 737	326 045	41 307-	12. 67-

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

192 661

149 690

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	165 009		165 009	196 874	31 865-	16. 19-
<b>Chiffre d'affaires NET</b>	165 009		165 009	196 874	31 865-	16. 19-
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			591 743	592 794	1 051-	0. 18-
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges						
Autres produits						
<b>Total des Produits d'exploitation (I)</b>			756 751	789 667	32 916-	4. 17-
<b>Charges d'exploitation (2)</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			840 523	815 935	24 588	3. 01
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 697	931	1 766	189. 69
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			0	2 000	2 000-	100. 00-
<b>Total des Charges d'exploitation (II)</b>			843 220	818 866	24 354	2. 97
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>			86 469-	29 199-	57 270-	196. 14-
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 453	2 318	135	5. 82
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>	2 453	2 318	135	5. 82
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>				
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>	2 453	2 318	135	5. 82
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	84 016-	26 881-	57 135-	212. 55-
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
<b>Total VII</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	262		262	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
<b>Total VIII</b>	262		262	
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>	262-		262-	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	759 204	791 985	32 781-	4. 14-
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	843 482	818 866	24 616	3. 01
<b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>	84 278-	26 881-	57 397-	213. 52-

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier  
(3) Dont produits concernant les entreprises liées  
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées



Annexe aux comptes annuels

31 décembre 2024

## Sommaire

1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1	Présentation de l'association	3
1.2	Événements principaux de l'exercice	3
1.3	Principes, règles et méthodes comptables	5
1.4	Changement de méthode	5
2	Informations relatives au bilan	6
2.1	Bilan actif	6
2.1.1	Immobilisation :	6
2.1.2	Prêts accordés aux jeunes ménages :	6
2.1.3	Autres créances	6
2.1.4	Actif circulant Disponibilité	6
2.1.5	Charges constatées d'avance	6
2.2	Bilan passif	7
2.2.1	Fonds propres	7
2.2.2	Autres dettes - Classement par échéance	7
2.2.3	Produits constatés d'avance	7
3	Informations relatives au compte de résultat	8
3.1	Résultat d'exploitation	8
3.2	Informations complémentaires	8
3.3	Honoraires des commissaires aux comptes	9

# 1 Faits majeurs de l'exercice

## 1.1 Présentation de l'association

Le Comité d'Œuvre Sociale du personnel du Département du Tarn (COS) est une association loi 1901 créée en 1989. Il vise à créer et développer toute formation d'action sociale, culturelle ou sportive en faveur de ses bénéficiaires.

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel de cette association et le bureau, émanation du conseil d'administration, est l'organe exécutif.

Les prestations d'action sociale, qu'elles soient individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Le bureau du COS cherche en permanence à penser l'évolution en lien avec ses missions mais également au regard d'une société qui change et dans laquelle les besoins de chacun nécessitent des adaptations permanentes.

## 1.2 Événements principaux de l'exercice

### Concernant les prestations

- A partir de janvier 2024, hormis les prestations qui nécessitent plus de confidentialité (Commission secours, APEH, ...) toutes les prestations sont proposées aux agents de façon dématérialisée via le site internet du COS.
- Les chèques vacances sont passés de 300 € à 375 € en 2024 et les agents ont eu la possibilité de commander un chéquier sans engagement financier de leur part, avec uniquement la part du COS ; par ailleurs, une nouvelle tranche de 18 001 € à 20 000 € a été créée permettant d'augmenter le nombre des bénéficiaires des chèques vacances.
- A partir de septembre 2024, l'aide à l'activité sportive ou culturelles est passée à 34 € (au lieu de 31 €) pour les agents et 25 € (au lieu de 23€) pour les enfants. La demande se fait de façon annuelle.
- Locations de semaines en juillet et août 2024 (linéaires)

### Concernant l'organisation :

- Suite au départ du Département de la trésorière, Jacques RAFFANEL a été élu en tant que trésorier (CA du 30/01/2024) ; Brice RIVIERE a été élu secrétaire adjoint pour remplacer Arnaud PLANES (CA du 09/04/2024)
- Afin d'éviter toute rupture administrative, les élus ont souhaité mettre en place des tableaux de suivi de l'activité et des réunions hebdomadaire
- Délocalisation des instances (assemblée générale tenue à Graulhet)

- La fête de Noël s'est déroulée à Castres. Des structures gonflables ont été louées et appréciés. La commande des cadeaux s'est faite via le site
- Départ de la gestionnaire en avril 2024 et remplacement par l'agente affectée en renfort 2024 intégré au COS.
- Octroi d'un agent supplémentaire pour palier le surcroît de travail de fin d'année, à partir de novembre 2024
- Changement de logiciel pour le suivi de la comptabilité avec le transfert de toute la comptabilité du COS sur l'application Couleur qui accueille le site internet du COS.

### **1.3 Principes, règles et méthodes comptables**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

### **1.4 Changement de méthode**

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **2 Informations relatives au bilan**

### **2.1 Bilan actif**

#### **2.1.1 Immobilisation :**

Le total des immobilisations d'élèvent à 4 462 net et sont composées du logiciel de COULEUR.

#### **2.1.2 Prêts accordés aux jeunes ménages :**

Il n'y a pas eu de prêt accordés en 2024. Les remboursements obtenus durant l'exercice sur les prêts s'élèvent à 610 €. Il reste un total de 244 € au 31/12/2024.

#### **2.1.3 Autres créances**

Les autres créances comprennent essentiellement les avances remboursables accordées aux agents par la commission secours sur avis de l'assistante sociale du Département.

Le solde dû au 31 décembre 2024 est de 11 707 €.

Un total de 52 284 € correspond aux créances des agents encaissés par le COS en 2025 (notamment les chèques vacances et prestations de fin d'année 2024).

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

#### **2.1.4 Actif circulant Disponibilité**

La trésorerie s'élève à 186 594 € au 31 décembre 2024.

#### **2.1.5 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 29 446 €. Elles concernent essentiellement :

- Les chèques retraite 2025 pour un montant de 8 406 €
- Les chèques naissance 2025 pour un montant total de 7 706 €
- L'abonnement couleur CE 2025 pour 5 986 €
- Cagnottes vacances pour 7 349 €.

## **2.2 Bilan passif**

### **2.2.1 Fonds propres**

Les fonds propres comprennent un report à nouveau de 176 354 € suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2023 de – 26 881 €.

Le résultat de l'exercice 2024 se solde par une perte de 84 278 €. Le total des fonds propres au 31/12/2024 s'élèvent à 92 076 €.

### **2.2.2 Autres dettes - Classement par échéance**

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

Les autres dettes comprennent les charges à payer pour 25 542 € et provision pour factures non parvenues à hauteur de 105 276 € et se décomposent de la manière suivante :

- mise à disposition du personnel par le Conseil Départemental : 99 173 €
- solde des honoraires commissaire aux comptes et expert-comptable : 6 103 €
- Dépenses de Noel : 25 542 €

### **2.2.3 Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avances s'élèvent à 53 831 € et concernent le retraitement des chèques vacances de 2025.

### 3 Informations relatives au compte de résultat

#### 3.1 Résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation sont répartis de la manière suivante :

- Participation des agents :	196 874 €
- Subventions perçues :	592 794 €

Soit un montant total de recettes de **789 667 €**

La participation des agents concerne essentiellement la participation aux chèques vacances ainsi que la participation aux locations.

La subvention perçue par le Conseil Départemental comprends 106 848 € pour la mise à disposition du personnel et des locaux. Le restant servant à couvrir le fonctionnement du COS.

Compte tenu d'un montant d'achats et de charges externes s'élevant à **815 935 €**, le résultat d'exploitation se solde par une **perte de – 29 199 €**.

#### 3.2 Informations complémentaires

Les contributions volontaires en nature accordées par le Conseil Général au titre de l'année 2023 et comptabilisées en produits & charges s'élèvent à 106 848 € répartis de la manière suivante :

• mise à disposition d'agents	95 055 €
• mise à disposition des locaux Hôtel du Département	4 623 €
• fournitures de bureau	3 516 €
• un agent d'entretien	3 655 €

N'ayant à ce jour aucune information de la part du Conseil départemental sur la valorisation de la mise à disposition des locaux pour l'exercice 2023, nous nous sommes basé sur la mise à disposition de l'exercice 2022.



### **3.3 Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 179 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 5 179 euros ;
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euros.

